...LLE,
...MON.
...ET DE LA LOUISIANE.
...an, sur l'UNION, tous les soirs.
...TIN, 8 SEPTEMBRE 1834.

## INTERIEUR.

NEW-ORLEANS, 8 sept. 1834.

Nous avons déjà prié plusieurs fois nos abonnés de la ville de vouloir bien ne pas laisser arriérer leurs comptes indéfiniment, jusqu'à présent bien peu nous ont fait le plaisir de se conformer à ce qu'ils doivent. Nous espérons aujourd'hui bien enfin tenir compte de ce nouvel avertissement que nous leur adressons; sinon, nous nous verrons dans la pénible nécessité de suspendre l'envoi de la feuille. Ceux qui résident en paroisses où nous n'avons pas de correspondans, pourront charger le maître de poste des sommes qu'ils voudront nous faire tenir.

Avis aux [illegible] qui a eu bien chaud, les mûres [illegible] deux étages ont été renversées; heureusement [illegible]

Dans la nuit [illegible] parties [illegible] se sont approchées à la ville, et vivement [illegible] dans le [illegible] vent; mais aucun n'a trouvé d'arrivée. Les autres gros navires amarrés [illegible] n'ont rien eu.

Le corps d'un homme noyé a été trouvé flottant dans le fleuve, en face de la rue Conti. On pense qu'il a tombé [illegible] vent.

*Courrier* [illegible] bâtiment a quitté New York, a rapporté 29, à midi qu'il y avait eu dans les 24 heures, 38 cas de choléra et décès; le 28, à 2 heures de l'après-midi, qu'il y avait eu deux décès depuis la veille.

## DE LA POLICE DE NUIT.

Déjà, plusieurs fois, nous avons parlé de l'insuffisance de la garde établie pour veiller à la sûreté des personnes et de la propriété pendant que les citoyens se livrent au sommeil. Mais aigrie toutes les raisons que nous avons données pour prouver la nécessité d'augmenter le nombre des gardes-de-ville, choses en sont toujours restées au même point, et aucune voyons pas que l'on se dispose à changer le système reconnu absolument vicieux. Peut-on prétendre raisonnablement qu'une garde qui n'est de 120 hommes, puisse faire le service d'une étendue aussi considérable? Ce qui passe chaque nuit prouve assez que ce service est incomplet. Depuis quelque temps les vols se commettent avec hardiesse toujours croissante. On défonce les portes, on brise les magasins, et les coupables échappent toujours à la surveillance de la garde-de-ville qui n'est pas assez nombreuse pour pouvoir se porter en même temps sur tous les points où sa présence serait nécessaire. Quand nous avons dit que la garde-de-ville se compose de 120 hommes, nous n'avons pas voulu prétendre que ces 120 hommes fassent le service toutes les nuits, on sait que, en déduisant ceux qui ne peuvent pas monter la garde, pour cause de maladie, le service n'est fait chaque nuit, que par environ cinquante hommes. Si on suppose que ces cinquante hommes fassent exactement la surveillance qui leur est confiée, on comprendra que tous les voleurs ne doivent pas en être bien effrayés. Aussi ont-ils leurs coups avec la plus grande sécurité. Nous disons même que nous avons affaire à des voleurs que l'on pourrait appeler honnêtes-hommes, puisqu'ils se contentent de faire quelques expéditions chaque semaine, quand ils pourraient sans difficulté mettre à contribution, toutes les nuits, une ville qui leur est pour ainsi dire abandonnée. On pourrait donc les féliciter de leur modération; et chaque citoyen, qui en se réveillant, trouve chez lui les choses dans l'état où il les a laissées en se couchant, devrait adresser des remercîments à la compagnie des voleurs. Espérons qu'enfin le conseil de ville sentira la nécessité de s'occuper de cette matière qu'il devrait regarder comme très-importante. On ne peut pas exiger que le maire fasse la police comme elle devrait être faite, quand on ne lui en donne pas les moyens. Ainsi Mme. Agaisse à qui les voleurs ont enlevé cinquante demi-pièce de toile et diverses autres marchandises, dans la nuit de vendredi à samedi, ne doit pas en rejeter la faute sur le maire mais sur le conseil de ville, qui ne prend pas assez à cœur les intérêts qu'il est chargé de défendre. Les mêmes nuit, plusieurs maisons ont été pillées de la même sorte que celle de Mme. Agaisse. Tout cela est vraiment déplorable, et nous serions étonnés si l'on ne prenait pas des mesures efficaces pour s'opposer à la continuation de tous ces brigandages que l'impunité ne fait qu'encourager.

## CE QUI NOUS EMPECHE D'AVANCER.

Il n'est question dans presque tous les journaux du nord que de chemins à confectionner que l'on se dispose à établir dans toutes les parties de l'Union; tant l'unité de ces moyens de communication est reconnue. En voyant tous les autres Etats, rivaliser de zèle pour l'accomplissement d'une œuvre qui est destinée à donner à notre pays un si grand accroissement de prospérité, nous déplorons la coupable apathie de notre état qui reste tranquille spectateur de toutes ces grandes entreprises, sans songer à payer aussi son tribut d'utilité à la chose publique. A quoi tient-il donc que nous restions toujours en arrière de nos frères? Cela ne viendrait-il pas du peu d'harmonie qui règne parmi nous? En effet, il est facile de remarquer que ce sentiment d'union qui fait la force des peuples, est bien faible chez nous. Il existe dans notre population, un esprit de jalousie qui fait que les meilleures choses, quand elles sont proposées par les uns, sont presque toujours rejetées par les autres. Rien ne se fait que par coterie. L'esprit de parti se montre partout. Le bien public est compté pour rien, c'est l'intérêt personnel qui domine. Tant que ce déplorable état de choses subsistera, il n'y aura rien de bon à espérer. Il serait temps cependant de faire cesser un désaccord qui est le seul obstacle à notre prospérité comme état. Nous devrons être assez avancés pour ne plus nous attacher à toutes ces distinctions mesquines d'Américains, de Créoles, de Français, d'Espagnols. Il y a vraiment de la dérision à faire une pareille distinction. Qu'importe que l'on soit Turc ou Chinois, si l'on a des vertus, du mérite et du talent, si l'on veut sincèrement le bonheur du pays que l'on a adopté pour se soumettre à ses lois. Soyons donc au moins aussi sages que les despotes qui cherchent à attirer chez eux les hommes de mérite partout où ils les rencontrent; ils croyant jamais acheter trop chèrement leurs services. Agir autrement, c'est montrer un orgueil déplacé, c'est s'opposer au bonheur de son pays, c'est vouloir reculer au lieu d'avancer. Nous aimons à croire que ces réflexions seront appréciées par tous les hommes éclairés, et que ceux qui se sont faits les organes de l'opinion publique, se joindront à nous pour faire triompher un principe d'où dépend la prospérité d'un état surtout d'une république. Si une pareille opinion pouvait rencontrer des contradicteurs, ceux-là deviennent de véritables ennemis du progrès et nous les invitons à chercher un asyle dans quelque royaume rétrograde où les étrangers sont encore la coiffure à la mode, car le bonnet de la liberté est mal à l'aise qui redoute les lumières.

Nous croyons avoir indiqué le mal qui nous tourmente et le véritable remède à employer pour obtenir une guérison complète. Notre tâche est remplie. Il ne reste plus maintenant qu'à obtenir du malade qu'il se laisse faire l'opération le plus tôt possible, s'il ne veut pas que son mal engendre un jour de devenir incurable.

Vendredi, à trois heures de l'après-midi, la foudre est tombée sur la maison de Monsieur Romer, encoignure St.-Philippe et des Marais; a traversé le plafond en faisant une ouverture elliptique d'environ 25 à 16 lignes; est descendue en suivant une ligne oblique, sur le dormant d'une chassis vitré dont elle a parcouru la traverse supérieure, en montant de gauche dans toute sa longueur; est sortie, en pratiquant une nouvelle ouverture au-dessous de ce montant.

La commotion électrique a été si violente qu'une cheminée placée à près de quinze pieds de la croisée a été endommagée. On a retrouvé le volet extérieur, qui avait été enlevé, à une grande distance sur le terrain voisin; fort heureusement personne n'a été blessé.

(*L'Indépendant.*)

## NOUVELLES RECENTES D'EUROPE.

*Confirmation de la rentrée de don Carlos en Espagne—Consternation dans la cavalcade—Arrestation du banquier de don Carlos à Paris—Triomphe du parti libral en Angleterre dans la formation du nouveau ministère—Retraite du prochain débarquement de 8000 hommes de troupes anglaises qui sont sur la flotte arrivée à Vénérie.*

Les journaux de New York jusqu'au 23, reçus par la voie du Canada, contiennent des nouvelles d'Europe d'une assez grande importance. Elles ont été apportées à Boston par le brick anglais Hannah, parti de Londres le 20 juillet; par le brick américain Florida, le 16, et Normandie le 17, [illegible] le 16, et [illegible] la fuite formidable armada [illegible] Espagne.

Les dates de Paris sont du 15 juillet.

Les élections en Espagne pour les Cortès étaient terminées; le résultat est tout en faveur des libéraux.

On a saisi les correspondances de don Carlos, avec la duchesse de Berri, le prince Metternich, &c. et elles doivent être envoyées à Madrid.

Don Pedro a eu des vomissemens de sang. Quelques unes des églises confisquées à Lisbonne ont été rendues à l'évêque.

Il paraît que le bruit des ravages qu'a fait, à Madrid, le choléra, était exagéré.

On mandait de Constantinople le maréchal Marmont. Le *Courrier Français*, du 15 au soir, rapporte que Louis Philippe [illegible] discours à la chambre des Députés, [illegible] plus [illegible] point de l'adresse après qu'ils auront examiné les [illegible] ministres et nommé le président. Les ministres [illegible] même journal, craignent que l'esprit de la majorité ne réponde pas à leurs vœux. Les questions politiques seront écartées autant que possible, et on s'attachera surtout à introduire de l'ordre et de l'économie dans le département des finances. C'est un mandat spécial donné par les électeurs aux députés de tous les partis. Cette circonstance inquiète les ministres; et la portion [illegible] du budget qu'engloutit le ministère de la guerre, est un objet de querelles pour beaucoup d'entr'eux. De là vient cette froideur qui a existé entre eux et le ministre de la guerre, durant le dernier voyage du Roi. Pendant cette absence, il n'y a eu qu'un seul conseil; ils ont mieux aimé traiter quelques affaires en suspens que de les soumettre au maréchal comme président du cabinet.

On s'entretenait, dans les bureaux des ministères des finances et de l'intérieur, de changemens propables dans ces deux administrations. M. Duchâtel, *chargé par intérim* du portefeuille de finances, le garderait définitivement en remplacement de Mr. Humann, démissionnaire, et le département du commerce, déjà tant de fois séparé de celui de l'intérieur et réuni, y serait de nouveau incorporé en passant dans les mains de M. Thiers.

La *Gazette de France* contient une lettre adressée à l'éditeur, cette lettre est de M. Jauge, banquier; elle annonce l'arrivée de don Carlos en Espagne. La Gazette dit qu'il a pris le titre de président de la junte provinciale à Elisondo et qu'il a adressé une proclamation à la nation espagnole, dans laquelle il déclare qu'il a pris la résolution de ne jamais l'abandonner, et de faire tous les efforts pour remplir les devoirs que lui imposent et son rang et son amour pour le peuple. Il s'engage à convoquer les Cortès dans toutes les communes, pour remplacer celles que l'on vient d'établir, qui ne sont qu'un fantôme—à rétablir les *Fueros*, et la loi salique qui a été violée par Ferdinand VII. Il termine sa proclamation en se comparant à Pélage, qui, dit-il: " a apporté autrefois avec lui dans les Asturies, la religion, les lois et la gloire de son pays."

A Londres le bruit courait que Don Carlos était parti le 1er juillet, qu'il était arrivé à Dieppe le 2; à Paris, le 4; à Bordeaux, dans la matinée du 8; à Bayonne le 8, au soir, sur la frontière d'Espagne dans la matinée du 9, et à Elisondo, le même soir.

Quelques journaux français disent que si Don Carlos se présente en Espagne, il n'est pas douteux que ce fantôme de souverain donnera aux chefs des Carlistes la puissance de soutenir le courage de leurs troupes qui se disposaient à abandonner une cause que le prétendant lui-même avait regardée comme *désespérée*.

Un tribunal qui ressemble assez à une censure dramatique, est sur le point d'être établi en France. Une copie de chaque pièce sera faite avant la représentation, et soumise au ministre de l'intérieur, qui jugera si elle peut être jouée ou non.

La *Sentinelle des Pyrénées* annonce qu'une maison de Bayonne a reçu de Paris, 500,000 fr. pour être mis à la disposition de Zumalacarregui, chef des carlistes.

Le *Mémorial des Pyrénées*, de Pau, dit que les Carlistes viennent de réduire à 10 pour cent les droits d'entrée sur tous les tissus venant de France. Les denrées coloniales sont sujettes comme par le passé à un droit de 15 pr. cent.

L'*Indicateur* de Bordeaux du 12, contient la lettre suivante, de Bayonne, en date du 10.—Il n'est répandu ce matin un bruit extraordinaire qui fixe l'attention de tout le monde. On dit que l'infant don Carlos est entré en Espagne. Cette nouvelle extraordinaire a donné lieu à plusieurs paris; elle a été apportée par un *arriero* venant de Verra qui dit avoir vu le prince; et pour donner plus de poids à son récit, il offrait de perdre 8000f. C'était tout ce qu'il possédait. Je suis loin d'ajouter foi à ce récit; mais des paris pour et contre ont été faits.

C'est hier, dit-on, qu'il est entré en Espagne; le bruit court qu'il est débarqué à Calais, qu'il traverse la France incognito, selon toute apparence, Paris lui-même. Je crois qu'il est impossible que Rodil avec les troupes sous ses ordres, puisse jamais supprimer l'insurrection des provinces septentrionales. Bien loin de répandre la terreur parmi les carlistes, l'expulsion des deux prétendans de la péninsule a porté un grand nombre de jeunes gens à se joindre aux carlistes. On sait que les insurgés reçoivent de grandes sommes d'argent, quoiqu'il soit impossible de concevoir d'où elles viennent.

Bourse, 14 juillet, quatre heures et demie.—Il régnait aujourd'hui une grande agitation à la bourse, à l'occasion de la nouvelle du départ de don Carlos pour l'Espagne; elle a tellement occupé l'attention des spéculateurs, qu'on semblait avoir oublié que l'Angleterre était sans ministère. Les fonds français ne sont maintenus mieux qu'on ne pensait; les actions espagnoles ont été [illegible] considérablement.

Les journaux de Paris semblent aussi également divisés sur la question de savoir si les nouvelles de ce mouvement de don Carlos sont vraies ou fausses. Il nous semble que c'est une chose extrêmement douteuse dont il nous est impossible de former un jugement raisonnable. Le journal de Paris appel *l'Impartial*, déclare que le manque de courage pour lequel don Carlos est si bien connu, empêche de croire qu'il soit réellement parti d'Angleterre. Cependant il pense [illegible] sont tenter un dernier effort, et combattre [illegible] que l'on croit généralement en Angleterre [illegible] don Carlos, ses partisans n'ont encore [illegible] Tout compté cette mesure ne surprendrait pas [illegible] qui le connaît bien ne [illegible]. Il y a longtemps qu'il [illegible] à la tête de ceux qui soutiennent [illegible] Angleterre [illegible] France obligent pourtant enfin les puissances [illegible] gouvernement de la reine. Nous espérons dans ce cas [illegible] Espagne qu'elle la France et l'Angleterre n'y laisseront continuer la guerre civile. Il ne faut pas cependant s'imaginer que l'arrivée de don Carlos en Espagne soit si importante: La France, au mois de juillet a démontré ce que pouvaient opérer en pareil cas des mesures promptes et énergiques.

Mr. Jauge, banquier de don Carlos, fut arrêté par la police le 15, à la bourse de Paris, à trois heures après-midi. Il voulait donner des explications, mais il n'en eut pas le temps, parce que ceux qui le conduisaient, désiraient le mettre tout de suite entre les mains du préfet de police.

Comme le gouvernement français n'avait pas reçu d'avis de l'arrivée de don Carlos en Espagne, la presse était disposée plus que jamais à n'en rien croire; mais d'un autre côté la nouvelle de sa fuite, rapportée par les journaux anglais semblait augmenter le doute; et donner une nouvelle probabilité en faveur de ce prince.

Le *Quotidienne* nous dit que la proclamation de Carlos publiée par la *Gazette de France*, n'avait pas été lancée par ses ordres, mais qu'elle n'était qu'un plan de proclamation, une fiction politique provenant de la plume de l'éditeur lui-même. La *Quotidienne* regarde encore comme apocryphe la proclamation attribuée par la *Gazette de France* à la Junte de Elisondo; elle ajoute que ni le roi ni la Junta d'ont publié de proclamation sur l'arrivée de sa majesté en Espagne; mais que le roi s'occupait des préparatifs qu'exigeait l'intention où il était de se porter en avant.

La santé de Don Pedro inspire des inquiétudes. Des lettres de Lisbonne, en date du 1er. juillet, portent que ce prince souffre de la poitrine, et que c'est en partie par suite d'une chûte de cheval qu'il a faite jadis au Brésil. Les fatigues qu'il a éprouvées depuis deux ans ont aussi, sans aucun doute, ajouté beaucoup à son affaiblissement. Le duc de Palmella a eu plusieurs conférences avec les ministres, au sujet de la régence qui devrait être nommée dans le cas où l'état physique de l'empereur le rendrait incapable de s'occuper des affaires publiques.

Don Miguel est attendu à Rome, et il paraît que décidément la Saint Père va excommunier Don Pédro.

Il paraît que la séparation de Neufchâtel de la Suisse n'a aucune chance d'être obtenue, que la Prusse ne veut point se mêler de cette affaire, et que le gouvernement cantonal a été réconcilié avec le premier fédéral.

La corvette de charge la *Meuse*, après avoir éprouvé quelques avaries dans l'île de Pascchin, où le vaisseau le *Superbe* fit naufrage, vient d'arriver à Toulon avec quelques débris de ce beau bâtiment. Elle avait rencontré à Pascchin l'escadre anglaise commandée par le vice-amiral Rowley.

Cette escadre attendait de nombreux vaisseaux français et poitait des troupes de débarquement.

Les portes de Lisbonne vont s'ouvrir, immédiatement après leur séance d'ouverture, de la nomination d'un régent, et de la désignation d'un époux pour la jeune reine. Il paraît hors de doute que le régent sera don Pédro, et que l'époux sera le fils de l'impératrice, et que certains projets formés à Paris seront tout-à-fait déjoués.

Des lettres de Trapézunt annoncent que le 9 mai, il a [illegible]

La *Gazette d'Augsbourg* d'inquiète des mouvements de la flotte anglaise, et prétend que lord Palmerston a tort de rencontrer la Russie comme l'ennemie naturelle de l'Angleterre.

Si l'on croit à la *Gazette d'Augsbourg*, la Russie est la meilleure personne du monde, ne s'occupant absolument que de ses affaires de ménage et ne se mêlant en rien de ce qui se passe chez ses voisins.

Les élections du département de la Corse ont eu lieu le 5 juillet. En voici le résultat.

*Ajaccio.*—M. le général Tiburce Sébastiani, député sortant, a été réélu.

*Bastia.*—M. Limpérani, député sortant, réélu.

Le roi de Naples est allé en Sicile pour se soustraire, dit-on, aux sollicitations pressantes du parti libéral, qui désire l'octroi d'une constitution; mais ces sollicitations n'ont eu jusqu'ici plus d'effet à son retour, et il paraît que l'accueil fait à ses idées nouvelles. Si ce dernier fait est vrai, la persévérance du gouvernement napolitain à tenir sur pied un plan pareil, une armée en disproportion avec les ressources du pays, aura été utile à la nation.

Des lettres de Madrid semblent confirmer les bruits qui ont couru sur la grossesse de la reine, qui serait assez avancée pour qu'on s'attendit à des couches très-prochaines.

D'après des renseignemens récents, l'empereur Nicolas laisse une difficulté sérieuse dans un embarras intérieur, qui ne lui permettrait pas d'être très redoutable à l'extérieur. Les tribus guerrières du Caucase, les quatorze millions de Polonais qui forment le quart de ses sujets d'Europe, les négocians, les colons militaires, les étudians, les nobles sont également mécontents de lui, et son despotisme s'étend sur toutes les classes de la nation indistinctement. Ses coffres sont à peu-près vides, malgré les impositions extraordinaires que vient de subir la malheureuse Pologne; et les banquiers refusent de lui prêter de l'argent.

La Russie, comme on l'a souvent dit, est un colosse aux pieds d'argile. Sa population se compose d'élémens trop hétérogènes pour former long-temps un tout compacte; ses flottes sont nulles à côté de celles de l'Angleterre, de même de la France; elle ne peut rien par elle même, contre l'occident et le midi de l'Europe; et n'est redoutable que par ses alliés.

Des lettres d'Ancône du 29 juin, disent qu'une division bavaroise a eu un engagement sérieux avec les Mainotes. Des deux côtés on s'est battu avec ardeur. Les Bavarois ont perdu deux officiers et plusieurs soldats, outre un bon nombre de blessés. La perte des Mainotes n'est pas connue. Aussitôt la régence a ordonné à 2,500 Bavarois de se rendre dans le Maina et l'occuper.

La *Gazette Universelle* d'Augsbourg ajoute que de son côté elle a reçu directement de Grèce la nouvelle que les troupes royales avaient déjà pris et détruit huit tours fortifiées.

L'événement le plus affligeant vient de jeter la désolation et la mort dans les environs de Bergara, et dans cette ville. On ne peut encore calculer les innombrables pertes que les malheureux habitans de ces contrées viennent d'éprouver. Les torrens ont entraîné tout ce qui barrait leur passage. Environ 200 maisons ont disparu avec leurs habitans; mais le nombre de victimes n'est pas encore connu. Ce qu'il y a de certain, c'est que de long-temps la route royale ne sera plus praticable, les masses d'eau qui s'écoulaient des hauteurs, ayant abîmé de tout côtés des portions de la montagne sur laquelle elle était assise ont été entraînées par les torrens.

### *Rapport de l'arrivée Don Carlos en Espagne.*

Il ne nous restait à peine assez de place dans notre feuille d'hier pour faire dans un Postscriptum un sommaire des principaux articles des journaux de Paris du 15 juillet. Voilà la substance d'une lettre à la date du 10 juillet, adressée à la Gazette de France par Mr. Jauge, banquier; c'est le meilleur exposé que nous ayons de l'arrivée en Espagne de Don Carlos en Espagne, devenue l'objet de conversation générale.—*Jour. of Commerce.*

*Monsieur*—Je m'empresse de vous apprendre que je viens de recevoir une lettre d'Espagne, qui m'annonce officiellement que sa majesté Carlos V, arriva le 9 au milieu de ses sujets fidèles armés en défense de leurs droits. Sa présence a excité le plus grand enthousiasme. Sa majesté m'a honorée du titre de son banquier à ce moment où ses services dans la négociation de l'emprunt dont les conditions étaient arrêtées depuis long-temps, mais dont la publication avait été différée d'un commun accord jusqu'au retour de sa majesté dans ses états. Comme ce événement vient d'avoir lieu, il est de mon devoir de rendre cet emprunt public et de faire connaître qu'entre cette date, et celle de la publication prochaine du prospectus, qu'on recevra des souscriptions s'ès aujourd'hui.

La gazette ajoute que Don Carlos était arrivé à Elisondo et que tout de suite après son arrivée il avait pris son siège comme président des juntes provinciales. D'après même journal il a adressé la proclamation suivante à la nation Espagnole:

### *PROCLAMATION DE DON CARLOS.*

*Espagnols*:—Je suis revenu au milieu de vous pour défendre la sainte cause de notre patrie, de notre religion, de nos droits, de ma couronne et des lois fondamentales de notre monarchie. Entouré de sujets qui sont restés fidèles à la constitution ancienne, je sollicite la coopération de tous les Espagnols qui désirent la liberté basée sur nos vieilles institutions, modifiée par les véritables représentans des droits et des intérêts de tout le pays.

*Espagnols*:—Je vous en donne ma parole royale; jamais je ne vous trompai. Si je péris en m'acquittant des devoirs que m'imposent mon rang et l'amour que j'ai pour vous, mon fils aîné me remplacera. Je vous apporte la vraie liberté, celle qui combine dans une constitution les droits de toutes les classes au lieu de cette fausse liberté qui fait pleurer le peuple sous l'orgueil et les caprices de quelques individus. Je vous promets de faire convoquer des cortès nationaux qui seront nommés par tous les ordres de l'état et dans toutes les communes, au lieu de de vous donner un fantôme de représentation que n'est qu'un moyen de déception employé par un usurpateur. Je rétablirai les juridictions particulières, institution vénérable et ancienne, dont les racines sont encore vigoureuses dans le pays, et qui a été si long-temps la source de la force de la prospérité et de l'union de la brave nation Espagnole. Par son testament Ferdinand VII a enfreint les lois de l'Espagne; en 1814 il disait que les lois de la monarchie et celle du peuple étaient également inviolables; cependant par son dernier acte il a annulé la loi salique qui est la constitution royale, sans le consentement ni l'approbation des cortès généraux qui sont la constitution du peuple. Quelle a été le résultat de cette usurpation coupable? Tous les principes, tous les droits ont été supprimés; les privilèges des provinces et des communes, foulés aux pieds; la liberté personnelle a été sacrifiée aux passions d'un parti; les flammes de la discorde et de la guerre civile ont été allumées, les finances du royaume dilapidées; tous les maux qui proviennent d'une double usurpation, versés sur ces malheureux pays. En un mot par ce testament l'Espagne se trouvait replacée dans la situation déplorable où l'avait mise les fameux décrets de 1808, dont cette brave nation a secoué le joug. La même désignation; la même constance, le même courage, le même esprit national qui ont triomphé des ambitions étrangères et de la perfidie de Napoléon prévaudront contre toutes les entreprises pour la subjuguer.

Espagnols! c'est pour la liberté, pour la religion, pour la monarchie, que nous prenons les armes; c'est au nom de la liberté que je viens parmi vous; ce sont mes ennemis que nous avons à combattre. Rallions-nous pour cette noble cause, autour de notre roi; il ne désire autre chose que ce que la nation reconnaîtra conforme à la vérité et à la justice. Autrefois Pélage apporta avec lui dans les Asturies la religion, les lois et la gloire de son pays. Gardien de ce dépôt sacré, de cet héritage de l'indépendance nationale, il leur ouvrit pour la seconde fois l'Espagne dans toute sa pureté et pour cette conquête il prépara l'indépendance de son pays; exilé comme lui, mais plein de confiance dans la protection divine et dans votre fidélité, c'est contre d'autres Maures que je commence cette guerre, n'est avec vous et sous le bouclier de nos anciennes libertés que nous triompherons de nos nouveaux ennemis.

## EXTERIEUR.

### ANGLETERRE.

*Chambre des communes*—17 juillet.—*Nouveau ministère.*—Dans la séance du soir, lord Althorp s'étant levé au milieu des cris de (écoutez, écoutez,) informa la chambre que lord Melbourne ayant reçu l'ordre de sa majesté de lui présenter le plan d'une nouvelle administration, avait complété ce plan et formé une nouvelle administration. (Ecoutez, écoutez.) Les seuls changemens qui en avait été nécessaires étaient ceux-ci: la nomination de lord Duncannon comme secrétaire d'état pour les affaires de l'intérieur, lequel était remplacé par John Cam Hobhouse comme premier commissaire des bois et forêts. Sa seigneurie exprima ses regrets de la perte que faisaient les conseils de sa majesté, de l'assistance du lord Grey, et peignit cette puissance comme presque aussi [illegible] que [illegible]. Le noble lord fit les plus grands éloges de lord Grey, et ajouta que sa majesté ayant néanmoins placé lord Melbourne à la tête de son gouvernement, il était prêt à dire qu'aucun autre choix ne pouvait offrir de plus belles espérances au pays. Que le noble lord avait un jugement solide et beaucoup de discernement, qualités essentielles, et qu'il avait eu le plaisir de s'accorder avec le noble lord sur presque toutes les questions. Qu'il avait plu à sa majesté de désirer la continuation de ses services. (Applaudissemens de toutes les parties de la chambre). Qu'il avait, de tout temps, comme il est à la connaissance de la chambre, destiné le plus grand éloignement à accepter de l'emploi, et que sa seule expérience n'avait en rien diminué de cet éloignement. Qu'il savait parfaitement qu'en religion avait provoqué celle de lord Grey, et que ce n'était que d'après les sentimens que lui inspirait la grande perte que faisait le pays dans les conseils et les services de son noble ami qui avait été accompagné par le propre désir, qu'il avait consenti à rester en place. (Applaudissemens). Qu'en raison de circonstances particulières il avait vu la nécessité de continuer en place, et qu'il l'avait fait, considérant qu'il remplissait un devoir impératif, que le gouvernement actuel serait à même d'opérer cette réforme raisonnable dans des institutions du pays que [illegible] droit [illegible] de la réforme [illegible]

moins. Tel était le principe sur lequel avait été conduit l'administration de lord Grey; cette administration avait rencontré de l'opposition fortement prononcée dans plusieurs occasions, mais elle n'en avait pas moins poursuivi de dans sa marche, en cherchant par tous les moyens en son pouvoir à améliorer les états qui existaient.

### ALLEMAGNE.

Les fortifications de Vienne et de Brixen sont, dit-on, à peu près complettes. L'artillerie destinée à leur défense se monterait sous peu. Les batteries de côté, aussi bien que les routes qui les tient, sont pareillement terminées et de canons en Dalmatie. Le général Autrichien prend surtout les points une attitude propre à inspirer le respect, qui contribuera plus à la conservation de la paix que tous les traités du monde. Les députés des journaux français au sujet de la quadruple alliance sont vraiment ignorantes. Chaque journal a son opinion, et se contredit avec lui-même. Le Journal ministériel, des Débats veut faire croire que cette quadruple alliance s'occupe à confirmer la pacification de l'Espagne et du Portugal, pendant que d'autres démontrent un système de conquêtes qui offrirait le meilleur moyen qu'il y eût à prendre pour dissiper toutes les belles illusions des débats, pour changer les meilleures amis en ennemis très dangereux. Il en est ainsi de la quadruple alliance comme avec toutes les choses dont l'objet n'est pas terminé. C'est au hasard seul que cette alliance doit sa formation. Il règne toute espèce de bruits inquiétants sur les évolutions de la flotte anglaise dans la mer Méditerranée.

### FRANCE.

Paris, 16 juillet.

La lettre suivante de Naples à la date du 1er. du mois dernier donne de nouveaux détails sur les éruptions du Mont Vésuve. Le Mont Vésuve a repris depuis quelques jours, une grande activité; hier au soir il a montré des phénomènes plus brillants que ceux qu'on avait jamais vus. Le cratère envoyait les plus belles éruptions qu'on ait remarquées depuis longtems, qui, s'élevant l'une après l'autre en succession rapide, ressemblaient à d'immenses fusées. La quantité de pierres embrasées, lancées du sein de la montagne était plus considérable que dans l'éruption du mois de mai dernier. Le docteur Forster, qui s'occupe ici à observer exactement ce brillant phénomène, nous assure que ce dernier a affecté de plusieurs degrés du thermomètre à la distance de trois ou quatre milles. Il a trouvé que la température moyenne de la nuit s'élevait au dessus de 78 degrés de Fahrenheit, il a observé qu'à minuit la mercure était à 82 degrés, pendant que le vent soufflait de l'Est Nord Est. Toute la baie était quelque fois couverte de fumée, mais ce qu'il y a de plus remarquable, c'est un nuage compact qui se montre constamment au dessus de la fumée. Le docteur Forster croit pouvoir découvrir à l'aide des recherches historiques que les plus grandes éruptions de cette montagne et de l'Etna ont précédé l'approche du soleil par les grandes comètes; s'il en est ainsi, la comète d'Halley qu'on attend vers la fin de l'année prochaine promet l'occasion d'assister à un spectacle de force de l'action volcanique.

Paris, 28 juin.

*Comment se font et se perdent les Majorités.*

Si le dépouillement de tous les votes qui ont concouru aux dernières élections générales donne un chiffre de cent mille suffrages au système du 7 août, de 13 cents et de 14 cents, c'est tout au plus. Les chants de triomphe des feuilles du château se réduisent donc à cent: "Il y a cent mille individus en France qui approuvent le système du gouvernement; le gouvernement n'est pas absolument seul: il a son avis: il a des amis; il a un parti, et c'est ce parti que la majorité dans le corps électoral."

Il est donc bien étonnant qu'un mauvais gouvernement ait un parti! Cela n'est cependant. Le restaurateur Cavaignac, n'a-t-elle pas encore un parti? Don Carlos en Espagne, Don Miguel en Portugal, étaient ils sans dévoûmens? Qui donc qu'il ne fut facile en partie absolument [illegible] en France, en Espagne, en Portugal, d'avoir à opposer à un corps électoral, des chambres, une majorité de salon, et cela sans restreindre le monopole électoral beaucoup plus qu'il ne l'est aujourd'hui parmi nous. Cela rendrait jusqu'à ce que la véritable majorité nationale trouvât moyen d'en démontrer l'injustice et l'abus, non par le raisonnement qui a trop souvent tort et n'est rien, mais par la force, qui aura en sa possession de confondre la fraude appuyée par la justice.

Supposez des chambres et une majorité qui n'est pas difficile. On a vu en France, à la fin de 1813 et au commencement de 1814, un sénat et un corps législatif dévoués, en immense majorité, à la personne et au système de Napoléon. Le vainqueur de Champaubert et de Montmirail succombe sous le poids du nombre et de la trahison; les Bourbons sont restaurés; et les Bourbons ont un sénat, une chambre et deux majorités à eux. Le 21 mars ramène Napoléon; Napoléon cette fois est tempérant constitutionnel des Français, avec une presse demi-athée et une sorte de liberté pour les opinions et pour les personnes; Napoléon a jusqu'à Waterloo un corps électoral et deux majorités à lui; il perd à Waterloo la bataille contre l'ennemi du dehors et contre les minorités parlementaires qui n'avaient pas encore rencontré l'occasion de dominer leur habitat. Les Bourbons, une seconde fois restaurés, trouvent la chambre introuvable.

Toutes ces assemblées accouplées à de [illegible] pareil, appartenant à la même classe de la société, représentant des majorités bien différentes, appuient des systèmes bien marqués entre eux. Pour à l'autre on a quatre renouvelles de majorité coup sur coup en moins de 18 mois. Chacun des systèmes a dû à son tour l'état de la nation, et chacun a eu effet pour lui, et tombant à la partie, une nation [illegible] c'est à dire [illegible] Quand Napoléon dicte les [illegible] il comprend le corps électoral, il a la majorité pour lui. C'est fort naturel; mais la recette n'est pas simple qui les Bourbons en usent à leur tour et à son exemple. Les Bourbons font le corps électoral, et dans ce corps électoral chacun est entouré et ne fait que majorité; ils ont les faits pour eux, ou au moins une, ils ont, et ils disent leur vent à la suite de perception qu'ils opposent aux faits. Cela dure parce qu'on a l'air tant que l'on tient la machine à laquelle on le fait, à voter des lois de la nature nouvelle; et parce qu'il est difficile, même à une nation aussi brave que la nôtre, de rencontrer le jour et l'occasion favorables pour leur triompher, par la puissance du désordre et du nombre, le droit le plus sacré, la raison la plus évidente, contre le plus méprisable et le plus inepte même des gouvernemens, quand ce gouvernement s'appuie sur une armée permanente.

Nous l'avons déjà dit, nous le répétons, et nous n'avons pas trouvé de contradicteurs dignes de réplique: toute la moralité des élections générales de 1834 est dans l'existence d'une armée de quatre cent mille hommes. Il n'y avait pas de parti orléaniste avant juillet; s'il y en a un aujourd'hui, il existe tout au plus dans quelques ambitieux semences de la capitale. Les cent mille électeurs qui viennent de donner leurs voix au système du 7 août, du 14 mars et du 11 octobre, n'auraient pas imaginé ce système s'il n'eût pas été établi, mais bien on nouveau, ils le trouvent de notre jusqu'à ce qu'il soit point avec de nombreux intérêts la classe moyenne, et ils se sentent enfermés par une solidarité qu'ils n'ont pas cherchée, mais qui les a saisis malgré eux. Ils ont conscience des trop justes haines qu'a soulevées l'intervention personnelle du chef de la dynastie dans les affaires du pays; ils voient qu'entre la dynastie et ceux qui se sont déclarés ses adversaires, la question est posée dans des termes qui n'admettent pas une solution parlementaire; l'avenir, l'inévitable avenir leur apparaît non moins clairement qu'à nous; mais la révolution de juillet leur a appris qu'il n'est pas donné aux oppositions parlementaires de vaincre les résistances du gouvernement, et que tout au plus les oppositions parlementaires, quand elles ont la majorité, peuvent mettre un gouvernement de côté, mais [illegible] contre une révolution nouvelle, et s'effacer pendant le combat, sauf à se déclarer chefs naturels des vainqueurs après la victoire, et à se laisser mener par le succès plus loin qu'elles ne veulent. Cette expérience a été faite en juillet, et c'est elle qui donne au gouvernement du 7 août la majorité parmi les électeurs qui s'intéressent en-or aux combinaisons du monopole pour se rendre aux élections. Le système si obstinément suivi de puis le 7 août a condamné les électeurs à l'alternative de tout céder au gouvernement, ou de lui donner leurs voix quand même, ou de les livrer pour mise en train d'une révolution nouvelle. Il est remarquable que toutes les circulaires ministérielles se réduisent en ce peu de mots: "Entre nous et une révolution nouvelle, pas de milieu." Le gouvernement a raison quand il expose ainsi lui-même sa propre situation; mais s'il croit faire son propre éloge en redisant sans cesse qu'il faut choisir entre une révolution et lui-même du 13 mars, il se trompe de la nécessité même d'où sortire sa perte.

Rien n'est facile, pour un gouvernement qui s'établit, comme de se composer des majorités factices, mais rien n'est si impossible que de conserver, à tout événement, le dévouement et l'appui de ces majorités, qui ne se sont données que à la corruption ou à l'espèce de violence morale qui résulte de la continuelle alternative de tout pour au gouvernement, ou d'entrer en révolution contre lui. La restauration n'est long-temps maintenue dans l'esprit de ses 80,000 électeurs privilégiés, en leur persuadant qu'il n'y avait pas de milieu pour la France, entre le régime du parti prêtre et une troisième invasion étrangère. Cette alternative n'aurait pu dicter les élections en 1817, en 1819; elle existait peut être en effet alors